

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

Conférence sur les maquis antifranquistes.

Le temps des fugitifs.

À la racine du coup d'État dont les généraux rebelles furent les instigateurs, il y avait l'intention chez ces derniers d'exterminer toute opposition, même si ce projet échoua dans de nombreuses régions. Un tel projet n'admettait aucune exception. La terreur et les décrets qui étaient publiés partout ne laissent place à aucun doute. Là où ils parvinrent à triompher, leur réussite l'atteste.

L'un des généraux à l'origine de telles actions et de leurs modes de réalisation fut le général Mola, avec ses fameuses instructions qu'il avait déjà « travaillées » et préparées comme le montrent les célèbres cahiers concernant le traitement des délinquants avant le coup d'état.

Il s'y présentait comme *Le Directeur*. J'en cite quelques extraits qui nous feront comprendre jusqu'où ils étaient prêts à aller.

Le 19 juillet 1936, le général Mola déclarait :

« Il faut répandre une image de terreur. Quiconque est, ouvertement ou secrètement, défenseur du Frente Popular doit être fusillé ».

Mola fit fusiller à Burgos le gouverneur militaire de la Région après lui avoir demandé pendant trois jours par téléphone, sans réponse, s'il avait pris le parti de la rébellion.

En plus des « Instructions de Mola » écrites avant le coup d'état, le général déclare, lors de son allocution à Radio Burgos du 31 juillet 1936 :

« Je pourrais profiter des circonstances qui nous sont favorables pour proposer un accord aux ennemis, mais je ne le veux pas. Je veux les écraser pour imposer ma volonté. Et pour les anéantir.

Il faut avertir les timides et les hésitants que celui qui n'est pas avec nous est contre nous, et qu'il sera traité en ennemi. Pour les camarades qui ne sont pas nos camarades, le soulèvement vainqueur sera inexorable.

Il est nécessaire de créer une atmosphère de terreur ; donner une sensation de domination en éliminant sans scrupules ni hésitations tous ceux qui ne pensent pas comme nous. Il faut fortement impressionner. Tous ceux qui sont ouvertement ou secrètement défenseurs du Frente Popular doivent être fusillés ».

Bien entendu, tous les dirigeants de partis politiques, sociétés ou syndicats qui ne se soumettront pas au soulèvement (movimiento) seront emprisonnés et condamnés à des

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

peines exemplaires.

(Juin 1936. Le Directeur et son Œuvre initiale. Madrid 20 juin 1936. Instruction réservée numéro cinq). Mola signait en se présentant comme Le Directeur¹.

Dès le début, le phénomène des guérillas fut inévitable en Espagne, car le républicain piégé dans un environnement fasciste n'avait d'autre option que la fuite dans la montagne.

La guerre terminée, la terrible répression instaurée par les vainqueurs rendit impossible toute action ayant pour but la réconciliation des espagnols. Cette forme de lutte contre le dictateur se manifesta en diverses parties de l'Espagne dès 1937.

Les catégories de personnes obligées de se protéger contre la répression du régime présentent un profil hétérogène. Car cette répression fut indifférenciée, et toucha non seulement les figures importantes mais aussi parfois des personnes totalement inoffensives et sans aucune appartenance politique. La majeure partie des fugitifs était constituée de paysans, faisant de ce groupe social le noyau de la lutte armée antifranquiste.

Ces fugitifs, candidats certains au peloton d'exécution, ont constitué le ferment initial des guérillas en Espagne, d'abord en tant que simples groupes inorganisés, ayant pour seul objectif de garder la vie sauve et de récupérer ce qui leur avait été enlevé. Ils faisaient usage du seul moyen dont ils disposaient : réagir contre la terreur imposée par les factieux partisans du coup d'état, qui avaient pour projet d'exterminer tout opposant. Ces groupes de résistance apparurent dans toutes les zones du pays aussitôt qu'elles étaient soumises par les militaires rebelles : Galice, Léon, Estrémadure, Cantabrie. S'y agrégèrent les évadés des prisons, des camps de concentration et des bataillons de travaux forcés, ainsi que ceux qui refusaient d'effectuer le service militaire franquiste.

Les régions dans lesquelles il existait la possibilité de s'organiser, que ce soit pour des raisons

¹ Les documents datés et archivés peuvent être consultés aux Archives Militaires d'Avila, Fond de la Guerre Civile, armoire 34, dossier 4, feuillet 8 (Madrid 25 mai 1936. Instruction réservée numéro deux, trois et quatre. Madrid 31 mai 1936. Instructions réservées pour la province de Navarre, et directives pour la Septième Division. Madrid 5 juin 1936. Le Directeur et son Œuvre initiale. Madrid 20 juin 1936. Instruction réservée numéro cinq).

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

idéologiques, du fait de luttes sociales comme dans les régions minières, ou du fait de répressions policières encore proches dans le temps, comme c'était le cas de la Révolution asturienne de 1934, furent plus disposées à se structurer de façon plus ferme et durable. On peut constater que jusqu'en 1942 les premiers groupements sérieux, comme la Fédération des Guérillas de Léon-Galice ou le Comité des Milices antifascistes des Asturies n'étaient pas encore organisés. Cependant, en observant l'évolution dans l'ensemble de l'Espagne, on constate qu'alors que dans le nord la connexion entre les résistants présente une certaine consistance et solidité, dans le centre et le sud du pays les groupes dirigés par des guérilleros prestigieux au niveau local dispersèrent et affaiblirent à l'excès leur potentiel. Ce sont ces résistants qui constituèrent les germes des guérillas que le PCE tenta de structurer et d'organiser de quelque manière à partir d'octobre 1944.



Zones de concentration de guérilleros

Tout ceci fut aggravé par les lois qui durcirent le régime de Franco : Loi des Responsabilités politiques du 9 février 1939 ; Loi de Répression de la Maçonnerie et du Communisme du 1er mars 1940 ; loi de Sécurité de l'État. Ces lois obligèrent des milliers d'espagnols qui auraient pu revenir dans leurs foyers après la fin de la Guerre Civile à s'enfuir dans les montagnes pour défendre leurs

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

vies et à lutter pour retrouver leurs libertés.

La lutte n'est pas devenue totalement ouverte et organisée à la fin de la Guerre Civile, mais elle se renforça après la fin de la deuxième Guerre Mondiale avec l'incorporation des soldats républicains qui avaient participé à la victoire contre le nazisme dans les divers pays européens dans le cadre des armées régulières, comme ce fut le cas de la fameuse division du général Leclerc, « *La Nueve* »², d'autres ayant fait partie de la Résistance.

C'est pourquoi il convient de distinguer deux phases dans la création des groupes de guérilleros : « ceux qui ont fui » dans les montagnes pendant et après la Guerre Civile, de 1936 à 1944, et ceux qui les ont rejoints après la fin du conflit mondial, de 1944 à 1949, étape durant laquelle l'organisation de tous les groupes de guérilleros fut dirigée par le PC.

Les premiers constituèrent le dernier témoignage d'une République qui refusa de se considérer comme vaincue, d'une démocratie qui rendit avec ces hommes son dernier souffle de vie face au coup d'état militaire de 1936. Ils étaient les représentants d'un mouvement ouvrier luttant contre l'effondrement, mouvement qui avait ses racines dans les premières années du XXème siècle, qui s'était renforcé avec la crise de 1917, puis lors des luttes contre la dictature de Primo de Rivera et avec ces grandes expériences des droits et libertés qu'avait permis la République de 1931.

La conscience démocratique, encouragée par la révolution russe d'Octobre 1917, était trop forte pour se résoudre en 1939³ à ce que tout soit perdu.

Pérennité, filiation politique, groupes.

Il s'agissait principalement de personnes dont la filiation politique relevait surtout de l'anarchie, de républicains de tendances diverses, libérales ou radicales. Les militants syndicaux étaient nombreux, avec ou sans responsabilités au sein des associations. Mais consciente de l'agressivité

² Pour de plus amples informations sur ces républicains héroïques, voir Mesquida 2008, p.141ss.).

³ Francisco Moreno Gómez, *Huidos, maquis y guerrilla: una década de rebeldía contra la dictadura*, dans la revue Ayer n° 43, du 30-09-2001. Editorial Marcial Pons p. 120.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

de la répression et connaissant les actions ainsi que les décrets des partisans du coup d'état, toute personne qui se positionnait de façon visible au côté de la République était assurée de pouvoir être fusillée.

Généralement, les groupes réfugiés dans les montagnes restaient proches de leurs zones d'origine pour des raisons évidentes : connaissance du terrain et des proches les plus susceptibles de fournir de l'aide. Leur subsistance se fondait sur cette aide reçue de la part des habitants des zones rurales, des villages, des zones pastorales des fermes (très abondantes dans la région de Teruel, les Asturies et la Galice). C'était l'une des raisons de leurs actions dans des espaces connus. Pour subsister, il fallait connaître non seulement le terrain, mais aussi les possibilités de soutien.

Les zones des Asturies, de Galice, de Teruel, d'Estrémadure et celles du sud dans les environs de Malaga – en particulier l'Axarquía (région montagneuse à l'ouest de Malaga environnée de zones de peuplement) – furent les premières à s'organiser. Cela était dû au fait que les conditions orographiques étaient propices, ainsi qu'à la solidarité qui s'y manifestait de façon endémique à cause de la répression, du poids des diverses carences, du sous-développement.

Pour des raisons stratégiques, ces groupements étaient eux-mêmes subdivisés en groupes plus petits, qui communiquaient entre eux grâce à des « estafettes » connues des seuls responsables. C'étaient des points de référence que les guérilleros pouvaient facilement connaître, mais que les forces de la répression ne pouvaient que difficilement découvrir. De plus, lors des contacts, ils employaient d'intelligents signaux ancestraux, comme le chant de différents oiseaux. Parfois ils employaient des machines à écrire portatives avec lesquelles ils rédigeaient des informations pour les comités locaux. Les réponses circulaient par les mêmes moyens (la tâche était généralement assurée par un messenger expérimenté) à travers les montagnes où les groupes opéraient. Plus tard, certaines zones de maquis purent obtenir des postes de radio, comme dans la zone de guérilla du Haut Aragon qui, à partir de 1946 disposa de l'un de ces appareils, jusqu'à sa chute le 23 janvier 1947. Le groupe de Villaroya de la Sierra (province de Calatayud) employa un

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

poste récepteur alimenté par des batteries et utilisant comme antenne un câble de cuivre facile à enrouler et à récupérer, d'une longueur adaptée à la fréquence de transmission⁴, afin de connaître les déplacements quotidiens des rebelles. C'était dans les premières semaines après le coup d'état. Ce groupe de maquisards de la zone aragonaise fut mitraillé et exterminé par la Guardia Civil dans la forêt entre Aluenda et El Frasno alors qu'il tentait de rejoindre les lignes républicaines. Il fut dénoncé par un habitant des lieux. Un seul en réchappa sur les dix-sept qui constituaient le groupe. Il s'agit d'Alfredo Pasamar Gil⁵.

.....

Les guérillas proprement dites.

Les soldats républicains espagnols, après avoir participé à la libération de la France et contribué à la lutte contre le nazisme en divers pays européens, tournèrent leur regard vers les Pyrénées avec la ferme intention d'entreprendre une implacable bataille contre le dictateur rebelle.

Dans la nuit du 19 octobre 1944, l'état-major de la 204^{ème} division arriva en automobile à Superbagnères, et le lendemain au village de Bosost, déjà débarrassé de la Guardia Civil par les guérilleros qui y avaient établi leur quartier général. Mais l'opération avait été éventée par l'espionnage franquiste : au moins depuis le 12 octobre, des instructions avaient été données aux forces du service des frontières (Guardia Civil et police armée principalement) pour qu'elles renforcent le contrôle afin que « ne passe pas inaperçue l'existence de groupes, grands ou petits, qui, infiltrés dans l'épaisseur du terrain, pourraient être causes d'inquiétude, pour les appréhender et les exterminer s'ils offraient de ne la résistance ». Jusqu'au 23 octobre, les villages de Bausén,

⁴ L'un des deux frères Larrué qui appartenaient à ce groupe était technicien radio.

⁵ L'auteur de ces lignes vient justement de terminer l'histoire de ce républicain qui lutta jusqu'à ses dernières forces. Il espère qu'elle trouvera éditeur. Son titre : *Los días grises de Aranda del Moncayo, 1936-1939. (Les jours gris d'Aranda del Moncayo, 1936-1939)*.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

Caneján, Porcingles, Pradell, Les, Le Portillón, Bosost, Arrós, La Bordeta, Arró, Vilamós, Benós, Las Bordas, Aubert, Betlán, Vilach, Mont, Montcorbau, Vila y Begós furent pris par les maquisards. La division s'établit dans le village de Bosost où elle demeura jusqu'à ce que s'opère la retraite complète.

Du moment qu'elle ne pouvait compter sur un minimum de soutien de la part de la population, l'opération « Reconquista de España », planifiée et exécutée comme une guerre de guérilla, s'avérait être un contresens. Personne ne donna au chef de la 204^{ème} division l'ordre de se retirer. Au contraire, la direction du parti ne cessait d'insister pour qu'il occupe Viella. Y compris le 25 octobre, lorsque le colonel López Tovar eut pris la décision d'abandonner la vallée. Estimant que la tentative était vouée à l'échec du fait de la passivité de la population et de la puissance des troupes franquistes, il organisa intelligemment la retraite en plaçant le gros des troupes sur une position stratégique qui facilitait le repli et la sortie de la vallée.

López Tovar se montre catégorique dans ses déclarations⁶ :

Il n'est pas vrai que Carillo ait donné l'ordre. Carillo n'est absolument pas intervenu. Il est arrivé quand nous allions déjà partir. Nous étions déjà en situation d'insécurité depuis six ou sept jours, et lorsque mes officiers me dirent que les troupes de Gérone et de Lérida commençaient à monter vers la frontière, j'ai donné l'ordre de se préparer pour évacuer. « Allons-nous en avant qu'ils ne nous prennent ». C'est alors que Carillo arriva avec le chef du PCE en France. Je lui ai expliqué le plan. « Tu comprendras, lui ai-je dit, que je ne veux pas attaquer. Je me retire ». Il me tendit la main ; « Moi, je n'ai pas le temps de rester ici. Je m'en vais ». Et il s'en alla sans me dire ni oui ni non.

⁶ Monesma, 2005, « Las Ilusiones perdidas », Production Pyrene, P.V., HU-142. Recueille en 12 vidéos, toute l'épopée de la guerre.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).



Le colonel Vincent López Tovar

Ce qui est sûr, c'est que le 26 octobre, López Tovar donna l'ordre de renoncer à attaquer Viella et prépara discrètement l'évacuation. La décision se précisa le 27, lorsque tous les chefs de brigades reçurent l'ordre de se replier. Le 28 à minuit commença l'évacuation du Val d'Aran, et tôt dans la matinée du 29, tous les guérilleros étaient en France.

Le colonel López Tovar ne cacha pas sa satisfaction devant le résultat : seulement 12 morts dans ses troupes. Environ 2500 guérilleros étaient entrés dans la vallée, mais il en sortit 4000 car ils furent rejoints par d'autres unités qui opéraient déjà en territoire espagnol.

Après l'échec de la tentative d'invasion massive par le Val d'Aran, l'activité de guérilla reprit avec l'infiltration systématique de groupes peu nombreux en divers points des Pyrénées, qui essayaient de mettre sur pied une organisation propre à chaque lieu et à chaque massif. Partout en Espagne furent créées des Agrupaciones Guerilleras (AA GG. Groupes de Guérilla), adaptées à l'idiosyncrasie et aux caractéristiques de chaque zone, qui essayaient d'inclure quelques guérilleros natifs ou habitants du secteur, dans le but de faciliter le soutien et la coopération des habitants lorsqu'ils savaient qu'il se trouvait des proches parmi les résistants.

Le nombre total de guérilleros dans les montagnes d'Espagne est estimé à 7500. Sur ce nombre, environ 500 seulement survécurent (la majorité par leurs propres moyens) à la disparition

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

finale des guérillas, due aux circonstances, mais surtout aux actions criminelles aberrantes de l'infâme général Manuel Pizarro Cenjor⁷, sur lequel nous reviendrons.

Le PCE minimisa l'affaire de l'invasion du Val d'Aran, et réprouva Jesús Monzón. Celui-ci dut revenir en France, désavoué par Santiago Carillo. Il fut convoqué à Toulouse où était installée la direction du PC pour rendre des comptes au sujet de la politique suivie dans les dernières années. En chemin, il s'arrêta à Barcelone, où il fut emprisonné. Selon Enrique Lister, s'il n'avait pas été retenu par la police, il aurait été exécuté lors du passage de la frontière avant d'arriver à la réunion de Toulouse⁸.



Principaux groupes de guérilla, 1944-1949.

Armes, campements, propagande. Liaison entre les différents territoires.

⁷ Né à Murcia le 2 novembre 1888, mort à Teruel le 3 juillet 1954. Il massacra, tortura, exécuta des ouvriers agricoles pour éviter qu'ils viennent en aide à la guérilla.

⁸ Pour plus d'information sur le sujet, voir Martorell, 2000, Jesús Monzón, "El líder comunista olvidado por la Historia".

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

Les groupes de guérilla que j'ai étudiés plus à fond sont ceux du Haut Aragon. Je peux en donner une information assez précise du fait de la quantité de documentation disponible dans les archives du PCE de Valdecilla, à Madrid. Je ne doute cependant pas qu'il y en ait aussi sur les autres groupes de guérilla. Toutefois, la documentation dont je dispose (en copie des originaux) est à environ 30% détériorée, c'est-à-dire en partie effacée parce que, je pense, les rubans des machines à écrire séchaient dans les conditions difficiles d'utilisation dans la montagne. Et il n'y avait pas toujours la possibilité de les changer. C'est ainsi que j'ai dû, en moyenne huit heures par jour trois mois durant, reconstituer les mots manquants sur les originaux au moyen de photocopies sur papier calque. Je possède ainsi une documentation complète que j'offrirai à ces mêmes archives quand mes travaux me le permettront. Ce qui suppose de scanner les feuilles récupérées. Cette documentation sur les guérillas représente 700 pages actuellement reconstituées.

Les armes.

Elles n'étaient pas d'un seul type, ni dans le meilleur état.

L'une des plus employées par les guérilleros était le fusil mitrailleur Thompson, qu'on peut voir sur la photo ci-dessous.



Un autre type d'armes étaient les bombes à main, de différentes marques et provenance, car l'approvisionnement était parcimonieux et peu organisé. Sur ce sujet, le livre à la mémoire de

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

Juan Negrín, (Moradiellos, 2006, éd. Péninsule), souligne le manque d'une politique de collecte et de stockage des armes pendant les derniers mois de la guerre civile de l'autre côté des Pyrénées. Cette stratégie a fait défaut aux responsables du PC, pour le cas, (qui n'avait rien d'une hypothèse) où, la guerre perdue, il faudrait maintenir une guérilla bien approvisionnée en armement. La dynamite fut l'un des autres moyens très fréquemment utilisés. Elle était plus abondante. Il ne faut pas oublier qu'il y a dans le nord de l'Espagne une grande quantité d'exploitations minières.

Campements et propagande.

Dans la montagne, terrain bien connu des guérilleros, il n'était pas difficile de trouver, d'aménager, d'améliorer, surtout dans les endroits abrupts et, bien sûr presque impossible à repérer, d'incomparables postes d'observation.

La preuve en est que ces refuges naturels furent rarement découverts, même s'ils furent particulièrement traqués. Certaines des forces de la Garde civile, comme certaines composantes de l'armée utilisées par le franquisme pour cette lutte, connaissaient approximativement l'emplacement des bases des guérilleros. Mais ils étaient conscients du danger qu'ils courraient s'ils tentaient une attaque quasi-suicide. Ils savaient que les guérilleros étaient disposés à donner leur vie pour ce combat, idéal qui manquait aux unités d'un gouvernement totalitaire qui n'avaient que la terreur comme loi suprême.

En Aragon, il y eut trois groupes ou regroupements distincts de guérilla. Celui du Haut Aragon, ceux du Levant et ceux de Teruel. L'organisation fut très laborieuse. Les conditions difficiles qui suivirent l'échec de l'invasion du Val d'Aran la rendirent malaisée.

À partir de la désintégration des unités qui étaient entrées par les Pyrénées de façon dispersée furent mis en place les groupes distincts qui se rattacheraient à d'autres entités géographiques, en tenant compte de la familiarité et de la connaissance du terrain. D'autre part, si la réorganisation de l'infrastructure militaire de la guérilla à partir de zéro s'avérait difficile, l'obtention d'armes et leur distribution ne l'était pas moins.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

D'où la remarque pertinente de l'historien E. Moradiellos concernant l'intention mise sur le tapis politique pendant la guerre par Juan Negrín, homme intelligent, avec suffisamment de détermination pour faire face aux divers problèmes très difficiles qu'il eut à affronter.

Il n'y eut aucun protocole établi alors qu'il était encore temps et que les armes étaient abondantes, et qu'il aurait été possible d'en détourner en quantité suffisante dans la perspective d'avoir à soutenir des guérillas. Il est clair que la distribution d'armes à la République fut aussi un fiasco d'un prix élevé. Elles furent payées avec l'or de l'Espagne et très souvent elles n'arrivèrent pas, ou restèrent dans les ports français sans même pouvoir être envoyées dans les zones républicaines. Heureusement, on dispose désormais d'une bibliographie⁹ objective qui révèle la propagande franquiste. L'étude mentionnée en note en est un exemple.

Les responsables que la République désigna pour tenter d'acquérir de l'armement subirent des chantages répétés de la part de ministres, chefs d'état-major et autres officiels et personnages importants de plus d'une trentaine de pays, lesquels exigeaient en dessous de table, pour apposer leurs signatures, entre 25 000 et 275 000 dollars de l'époque dans le but d'obtenir des licences douteuses et d'autres autorisations.

Au niveau inférieur, des fonctionnaires et autres chefs de ports ou de gares non seulement exigeaient le paiement de commissions, mais encore trouvaient des prétextes pour retarder la livraison ou pour entreposer le matériel de guerre à seule fin de toucher des droits pour stockage prolongé.

Il ne faut pas oublier non plus les trafiquants d'armes, les mandataires et autres intermédiaires du marché noir sur lequel la République était obligée de s'introduire si elle voulait obtenir du matériel pour au moins poursuivre la guerre.

⁹ "Armas vengan de donde vengan: las dificultades de abastecimiento republicanas durante el primer año de guerra (julio 1936-mayo 1937)" MIGUEL Í. CAMPOS Universidad Complutense de Madrid

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

Les difficultés ne concernaient pas seulement l'obtention des armes, mais aussi l'ensemble de l'infrastructure des guérillas, le secteur des communications, la transmission du courrier par des messagers connaissant un terrain très étendu, l'approvisionnement en vivres (qui devaient être obtenus par la force par les guérilleros eux-mêmes), le matériel, les fournitures sanitaires minimales, les munitions, ainsi que les innombrables éléments nécessaires à la survie dans un milieu hostile, difficile, confronté à la répression de l'armée et à la traque de la Guardia Civil. La communication était par ailleurs impossible entre les différents groupes de guérilla, même lorsqu'ils se trouvaient dans une même région, car la distance entre eux dépassait les cent kilomètres, l'unique moyen de locomotion étant constitué par les ressources du corps humain. L'absence de moyens de communication était totale alors même que la nécessité d'informer en permanence les CC (Comités Centraux) locaux représentait une obligation pour coordonner les actions et se tenir au courant de la situation nationale, locale et internationale. Toutes ces carences furent surmontées par l'engagement héroïque de la majeure partie des groupes de guérillas, en dépit de cas de découragement, d'actions individuelles hasardeuses de la part de certains guérilleros ou d'agissements contraires à la sécurité, comme ce fut le cas en 1946 dans la province de Huesca, où l'emprisonnement de deux cent cinquante-six guérilleros obligea à restructurer l'organisation. Le responsable de cet échec est connu¹⁰.

L'une des caractéristiques que les commandants de la Guérilla prirent eux-mêmes en compte (cela représentait parfois des années de lutte) fut l'harmonisation efficace des combattants et de la connaissance du terrain. Cela rend compte de la précision leurs actions, de leur réussite et de leur capacité de résistance, parfois jusqu'aux limites de leurs forces.

Les relations avec le PC à Madrid. Les liens avec la Commission PM.

¹⁰ Félix Tundidor, *La Agrupación Guerrillera del A. Aragón*, 2014, Ed. Pirineo, pp..51 et ss.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

Il y avait une relation directe avec les Comités locaux et avec le Comité Central du PCE en France, du moins en ce qui concerne les guérillas proches des frontières naturelles (du point de vue des organisations aragonaises du Levant).

Tout cela peut être vérifié et connu de première main par la lecture de la quantité de documents existants, écrits quotidiennement depuis la base par les groupes de guérilla aussi bien au CL (Comité Local) qu'au CC (Comité Central). Bien sûr, ils n'étaient pas envoyés tous les jours, mais les écrits étaient regroupés et expédiés en une date préétablie, dans un sens comme dans l'autre. On disposait pour cela de messagers expérimentés qui effectuaient ce travail de façon irréprochable.

La communication constituait un élément fondamental pour la survie des guérillas. L'isolement dans la montagne, dans l'ignorance de ce qui se passait aussi bien à proximité qu'à un niveau plus éloigné aurait constitué un piège mortel devant la traque constante du régime répressif. Cette information parvenait aux groupes de guérilla par trois canaux principaux :

Par la connexion avec les liens locaux de la Résistance, qui tenait au courant de tout ce qui concernait les mouvements des forces de la répression, de leurs itinéraires, de la fréquence de leurs visites, du déploiement d'effectifs, des personnes de telle localité acquises ou non au régime, du degré d'acceptation de l'action de guérilla dans la population, etc.

L'information pouvait venir aussi par le moyen des ondes hertziennes captées par une station de radio. Mais dans ce cas, le contenu des messages se centrait plus sur des thèmes de formation politique et sur le soutien moral des guérilleros.

Le troisième type d'information, beaucoup plus efficace, reposait sur les messages rédigés par les chefs des groupes de guérilla disséminés du fait de la géographie propre au Haut Aragon. Ils maintenaient un échange épistolaire constant avec les sphères supérieures du PC, qui s'occupaient aussi bien des questions de grande portée politique que des petits détails de la vie quotidienne, dans le but de concentrer toutes les énergies depuis le plus haut dirigeant du PCE jusqu'au dernier des

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

guérilléros. Tous poursuivant le même objectif : renverser le régime fasciste de Franco.

La découverte de ces informations dans les Archives historiques du Parti Communiste d'Espagne (AHPCE) a permis de dépasser la limite jusqu'alors infranchissable sur laquelle butaient les recherches des historiens en rendant possible l'entrée dans le monde intérieur des groupes de guérilla. Cela a enrichi notre connaissance de la personnalité des participants, de leurs antécédents, des motifs de leur participation à la lutte, des règles internes de la vie en commun, des ressources économiques, des programmes de formation politique, des méthodes de soutien moral, des contacts avec les gens des environs, de l'organisation de la propagande, des systèmes de collecte d'information et de moyens matériels, du châtement des délateurs et autres actes, en complétant et améliorant la vision qu'on pouvait en avoir.

Ces informations ont pour destination finale la direction du PCE et le Comité provincial du PC de Huesca. La documentation rédigée par les chefs guérilléros est supérieure en quantité à celle en provenance des dirigeants du PCE. Elle émane de différents chefs de groupes. Il est possible que la chronologie n'en soit pas exacte, mais ce qu'on peut en retenir concerne les problèmes, les doutes, les réflexions et surtout l'ignorance dans ces moments de la situation politique nationale autant qu'internationale. Essentiellement après la fin de la seconde Guerre mondiale, la conviction des guérilléros était que, les fascismes et les nazismes une fois vaincus, les alliés ne permettraient pas que se maintienne en Europe du sud les deux dictatures encore présentes dans la Péninsule ibérique. L'un de ces chefs, Ruben nous offre d'amples informations sous forme chronologique, comme s'il s'agissait d'un film, de toute la période des guérillas pour ce qui concerne le Haut Aragon.

Cette documentation est minutieuse, explicite, se référant à toute sorte d'informations, surtout aux actions qui eurent lieu. Il ne s'agit cependant pas d'informations directes concernant les guérilléros eux-mêmes, outre la confirmation de l'intégrité, de l'honnêteté de chacun et de son engagement dans la lutte. Ce genre de données plus personnelles apparaît le plus souvent dans les informations recueillies, dans toute la zone où s'est développée la guérilla, par les camarades

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

envoyés expressément par le Parti. Ceci en raison des mesures de sécurité qui préconisaient de connaître le minimum de chaque personne sur le terrain afin qu'en cas d'arrestation, les déclarations arrachées sous la torture compromettent le moins possible la guérilla.

Dans les échanges épistolaires, qui n'avaient pas lieu quotidiennement pour des raisons évidentes, étaient cependant mentionnées les actions du groupe au jour le jour, avec toutes les vicissitudes et les contretemps qui avaient eu lieu dans le territoire correspondant. Les informations rassemblées et rédigées par les chefs de groupe étaient envoyées par les liaisons établies à cet effet au Comité Central (CC) du Parti, et en d'autres occasions, au Comité Provincial (CP) du PC de Huesca (dans le cas ici étudié des guérillas du Haut Aragon).

De la même manière, lorsqu'il s'agissait d'expliquer ou de justifier certains types d'actions à valeur d'exemples, comme par exemple les exécutions, les faits étaient aussi exposés de façon transparente, qu'ils aient été correctement accomplis ou qu'ils aient donné lieu à des erreurs des excès ou des errements¹¹.

C'est pourquoi, au moyen de ces informations découvertes à l'AHPCE (Archives Historiques du Parti Communiste d'Espagne) on peut tirer des conclusions objectives en ce qui concerne les moyens, les carences et les difficultés auxquelles ces groupes se trouvaient confrontés ainsi qu'au sujet du soutien tactique mis en œuvre par le PC. La majeure partie du soutien que recevaient les guérillas était déjà en place avant qu'elles soient réorganisées par le PCE. Il provenait des familles, des amis et de sympathisants issus des lieux d'où étaient originaires les membres du groupe. Car tant que dura la guerre, ils demeurèrent le plus près possible de leurs relations, ce qui constituait la seule possibilité de recevoir de l'aide. Ces regroupements de guérillas en diverses parties du pays apparaissaient comme la genèse d'une action collective en réponse à la répression, comme le cas a été observé et étudié lors de conflits en divers pays¹²

¹¹ Documentation Rubén, Caisse 66, dossier 6/3 AHPC, correspondant à la 1ère étape, année 1946

¹² Cuadernos de la Historia Contemporánea, 2006, Volumen 28, pp. 281-301, dans Movimientos Sociales y Estado: algunas ideas en torno a la represión policial de la protesta et Brockett Charles, dans The Structure of

Comment s'organisaient-ils ? Quelques personnalités remarquables.

Après l'échec du Val d'Aran, l'entrée en Espagne par les Pyrénées fut le fait de petits groupes qui essayèrent toujours de prendre contact avec ceux qui, déjà en place, correspondaient aux « fugitifs ». En ce qui concerne le Haut Aragon, les groupes de guérilla qui entrèrent les premiers dans les Pyrénées demeurèrent dispersés et isolés pendant un certain temps, sans presque de connexion entre eux.

Le PCE prit la décision d'envoyer en Espagne des combattants expérimentés qui prirent contacts avec ces groupes pour unir leurs efforts dans la lutte contre le régime franquiste. Mais le cas de l'Aragon est particulier. Alors que Teruel accueille sur son territoire l'une des concentrations de guérilla les plus remarquables d'Espagne et sans doute la plus active, la Agrupación Guerrillera Levante-Aragón (AGLA), les provinces de Huesca et Saragosse paraissent exclues des plans du PCE. La raison de cette distribution inégale des effectifs doit être cherchée dans la politique menée par le Parti, qui considérait qu'il était nécessaire d'entrer le plus possible en territoire espagnol afin de porter la lutte au cœur de la Péninsule. Favoriser à l'excès les guérillas dans les provinces de Huesca et Saragosse aurait provoqué une augmentation proportionnelle des forces répressives qui aurait mis en danger d'autres groupes, en particulier la guérilla du Levante-Aragon.

Le PCE pensait aussi que l'organisation des guérillas dispersées dans le Haut Aragon contribuerait plus efficacement à améliorer les liens avec les groupes de l'intérieur de la Péninsule. C'est du moins ce que signale Ferrán Sánchez Agustí lorsqu'il affirme « L'AGAA (Agrupación Guerrillera del Alto Aragón) était conçue pour protéger, conduire et faciliter le passage, à travers les Pyrénées Centrales, de messagers, de groupes de guérilleros et de cadres politiques à destination de différents points de la guérilla hispanique qui maintenaient vivant le feu de la résistance ».

political Opportunities and Peasant Mobilization in Central America, Comparative Politics, 23-3 (Avril 1991).

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

Joaquín Arasanz Raso, alias « le Commandant Villacampa ».

Il passa en Espagne début octobre 1944 en tant que commissaire de la 21^{ème} Brigade. Après être resté un temps dans la vallée de la Fueva sans pouvoir entrer en contact avec les groupes de guérilla dispersés dans la province, le déploiement des forces de répression l'obligea à retourner en France.

En 1946, il passa de nouveau la frontière par la vallée de Hecho à la tête du dénommé « Groupe Villacampa », avec la mission de former la Agrupación Guerrillera del Alto Aragón, ce qui fut réalisé après six mois passés à rechercher les groupes disséminés du fait de la configuration géographique de la région de Huesca. Protégés par la famille qui s'occupait de la centrale hydroélectrique de Huerta de Vero, localité proche de Barbastro, les guérilleros y installèrent une station de radio moderne et puissante, qui communiquait avec le sud de la France et y transmettait des messages. Le 23 janvier 1947, la Guardia Civil, alliée à d'autres forces répressives, lança l'assaut contre l'installation : Joaquín Arasanz Raso qui avait tenté de fuir en utilisant le tuyau d'évacuation de la centrale, fut blessé et capturé en même temps que Francisco Villarier Amorós, José Cabero et deux femmes. Deux guérilleros, José Martínez Ruiz y José Bosch moururent lors de l'attaque. La nouvelle fit la « une » des journaux, même s'ils ne mentionnèrent le nom que d'un seul des guérilleros tués.

La détention de Joaquín Arasanz Raso à la centrale de Huerta de Vero fut un coup dur pour le futur de la AGAA. Sa disparition du théâtre de la lutte de guérilla fut irréparable. La station de radio fut aussi perdue.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).



Zones de guérillas et leurs commandements en Haut Aragon à partir de 1946-47.

Noms de guérilléros connus.

On peut citer parmi les noms importants, Joaquín Arasanz Raso lui-même, et le camarade Antonio (Emiliano Bistuer Galvete)¹³, personne qui avait la totale confiance de S. Carillo et avait été envoyé à la Guérilla du Haut Aragon pour informer rigoureusement de la situation, puis pour organiser le parti communiste en Aragon. À la fin de sa très longue relation détaillée, sans jamais sombrer dans le défaitisme, Antonio montre telle quelle l'obscurité réelle – on ne peut la qualifier autrement sans mentir – dit-il.

Il vaut la peine de présenter plus en détail quelques personnages.

¹³ Cette tombe fut reconnue par l'auteur, alors qu'elle allait être démolie faute d'entretien, la famille qui l'assurait ayant disparu. F. Tundidor fit connaître la situation au PCE, et la tombe est désormais sauvegardée. Il est dommage que la mémoire de ce guérilléro remarquable ne soit pas reconnue et puisse purement et simplement disparaître de l'Histoire.



Photographie de la tombe d'Emiliano Bistuer au cimetière civil de Torrero. Prise par l'auteur en mai 2013.

Emiliano Bistuer Galvete et Ángel Bellostas furent deux guérilleros remarquables. Tous deux ont été fusillés à Saragosse après avoir été emprisonnés, en mai 1948. Emiliano fut sauvagement torturé mais garda le silence. Bellostas, lui, ne fut pas capable de résister et fit que la situation s'aggrava jusqu'à provoquer la mort de certains camarades. La tombe d'Emiliano Bistuer se trouve au cimetière civil de Saragosse.

Tosán, Narciso, Eduardo, Chacón, El Drole, et Rubén furent des pierres d'angle. Surtout Antonio (Emiliano) et Rubén. Ils furent ceux qui, avec réalisme, identifièrent les possibilités d'opération et prirent la mesure de la situation de la guérilla (y compris de façon critique, comme en témoignent les informations posthumes dues à Ruben) du moins pour ce qui est de la zone aragonaise.

Les actions.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

Suite à la détention de Bellostas et Bistuer à Blecua le 4 mai 1948, une bonne partie des membres du réseau et des soutiens de la Résistance furent arrêtés, sur une ligne qui allait de Huesca jusqu'à Tamarite de Litera. Cela obligea les groupes de guérilleros dirigés par Rubén à se replier vers les provinces de Sobrarbe et Ribagorza, à partir desquelles, lorsque la situation fut sous contrôle, ils menèrent à bien diverses actions et opérations ayant pour objet d'affaiblir la structure du régime franquiste.

Il y eut des discussions avec les paysans, en particulier avec les plus jeunes. On y relève sans équivoque de la désaffection ainsi qu'une répulsion envers le régime. Il est à noter que dans des localités comme Fanlillo, Planillo et Torre...Obi¹⁴, la totalité des habitants du village répondit à la convocation. Les guérilleros obligèrent les assistants à dénoncer leurs actions à la Guardia Civil pour assurer la sécurité des habitants eux-mêmes.

Le 13 avril 1949, les guérilleros essayèrent de voler dans le village de Fanlillo un pylône¹⁵ de haute tension afin de couper la ligne « La Ibérica » qui fournissait l'électricité à Bilbao. Étant donné que le Tol¹⁶ était détérioré, ils ne parvinrent qu'à tordre le pylône.

À Planillo, on plaça un drapeau des JSU [*Juventudes Socialistas Unificadas, Jeunesses Socialistes Unifiées, mouvement politique de la jeunesse, fondé en mars 1936, après la fusion de l'Union des jeunesses communistes de l'Espagne (UJCE) du Parti communiste d'Espagne (PCE) avec les Jeunesses socialistes du PSOE.* Ndt.] avec une inscription appelant à l'unité du 1^{er} mai. À Santa Maria de Buil, on plaça un drapeau républicain avec l'inscription suivante : « Nous, guérilleros, n'aurons pas de repos avant que notre drapeau ne soit hissé au cœur de l'Espagne ».

À Castejon de Sobrarbe, on en installa un autre de l'UGT [*Unión General de Trabajadores, Union Générale des Travailleurs, confédération syndicale espagnole majeure, proche du Parti*

¹⁴ Le mot est quasiment illisible dans le document. Il peut s'agir de Torre del Obispo.

¹⁵ Pylône supportant la ligne électrique.

¹⁶ Abréviation pour l'explosif, le toluène (hydrocarbure employé dans la fabrication de la tolite). Cela démontre une fois de plus les déficiences de l'armement.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

socialiste. Ndt.] avec cette consigne : « Vive la fête internationale des travailleurs. L'UGT appelle à l'unité et à intensifier la lutte pour les revendications et pour la République ».

À Mediano, on posa une pancarte du Parti munie d'un pétard. Elle portait la consigne suivante : « Vive le 1^{er} mai. Le Parti Communiste salue les ouvriers, les paysans et les intellectuels qui, unis, lutteront pour leurs revendications économiques et politiques, pour la République et l'indépendance nationale ».

Le 16 avril, le groupe « del Americano » [de la zone de Ribera del Cinca. Ndt.] sortit avec la mission de couper la ligne de haute tension qui fournissait en électricité les industries de Barcelone d'opérer une liaison avec le Parti à Benabarre et sa province, et de distribuer matériel de propagande et instructions en vue d'opérations de sabotage et autres activités économiques.

Le 28 avril, les guérilleros se présentèrent dans le village de Montfalcó, limitrophe de la province de Lérida, et imposèrent une amende de 50 000 pesetas au cacique de la province, résidant à la Casa del Baile, auteur de la dénonciation indirecte d'un guérilléro en 1945. Le maître de maison continua à soutenir la répression, révélant l'endroit où se cachaient les guérilleros, mais sans dire que c'était lui qui les approvisionnait – en les faisant payer, bien sûr ! – Plus tard, en 1948, il dénonça encore un passage de guérilleros. Il reçut de sévères avertissements en vue de rectifier sa conduite envers le peuple et la Résistance. Les guérilleros s'en tirèrent sans dommage, mais ne purent récolter que 1 087 pesetas dont 150 en douros (monnaie de 5 pesetas) d'argent.

Le 2 mai, les guérilleros tentèrent de pénétrer dans la casa Madrona, où résidait le maire de Luzás. Ils trouvèrent porte close. Ils appelèrent, et comme son épouse se montrait à la fenêtre (le mari n'était pas à la maison) ils lui ordonnèrent d'ouvrir. Ils lui expliquèrent la cause de la visite : une amende de 50 000 pesetas infligée à son époux qui avait été le responsable en 1945 de la mort de deux antifranquistes de Castillazuelo qui s'étaient évadés de la prison de Barbastro. Se dirigeant vers la France, ils se réfugièrent dans la sierra Melera. Comme ils étaient descendus pour acheter de la nourriture à la maison du maire, celui-ci les dénonça. Huit gardes civils le

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

poursuivirent et l'assassinèrent. L'une des victimes reçut un coup de fusil.

Les guérilléros ramassèrent tout l'argent qu'ils trouvèrent dans la maison (2 500 pesetas), en recommandant de préparer le reste, de se garder de les dénoncer et de tenter quoi que ce soit contre la guérilla et la Résistance, sous peine de risquer leur vie en tout lieu et à tout moment. Ils s'emparèrent de nourriture en abondance – dont deux jambons ! – et se retirèrent.

La même nuit du 2 mai, ils détruisirent un pylône de la ligne à haute tension située à un km de Lascuarre, paralysant pendant 24 heures l'alimentation électrique assuré par la société «La Ibérica»¹⁷, sans que l'arrêt total soit pour autant crédible, selon ce qu'indique Rubén...

Les renforts venus de France.

Dans les groupes de guérilla du Haut Aragon, les personnes qui furent envoyées de France étaient toutes des antifranquistes républicains espagnols comme le montre la documentation.

Le nombre de guérilléros.

Dans la Agrupación (groupe de guérilla) du Haut Aragon, il y avait des unités de huit à douze personnes intercalées dans les quatre zones indiquées par la carte (p.19). Dans ces groupes (Agrupación Guerillera del Alto Aragon), les femmes ne participèrent pas à la lutte directe dans les montagnes. Elles collaboraient cependant avec ces groupes depuis les localités proches.

Les liaisons.

Il a été vital pour les différents groupes de l' Agrupación Guerillera del Alto Aragón de passer à des moments établis les informations depuis le centre de la lutte (les montagnes) vers les CL (Comités locaux) et les CC (Comités Centraux) à Huesca ou en France où les guérilléros, bons

¹⁷ Il est probable qu'il y ait ici une erreur de localisation de la part de Ruben, car c'était la ligne « La Catalana » qui passait par Lascuarre.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

connaisseurs du terrain, passaient de façon répétée pour rapporter et connaître les conditions de lutte et l'actualité nationale et internationale.

Pluralité politique et relations.

Les guérilleros étaient des personnes de gauche, généralement actifs en politique par le biais d'associations, syndicats liés aux partis de gauche comme la CNT [*Confederación Nacional del Trabajo* (Confédération nationale du travail) organisation anarcho-syndicaliste fondée en 1910 à Barcelone. Ndt.], le PCE, ou de simples sympathisants ou défenseurs de la République. Cependant, les combattants politiquement formés et impliqués de façon active dans les organisations étaient majoritairement issus du PCE et de la CNT, qui fournissaient la majeure partie des guérilleros du pays.

De façon générale, les rapports étaient acceptables. Il y eut cependant des cas d'affrontements politiques et des problèmes de discipline. Il y eut aussi des cas de désertion, de suspicion de trahison pour sauver sa vie, d'abandon, de peur, d'égoïsme ou de défaut d'engagement envers son propre groupe, toutes sortes de façons de préserver l'intérêt personnel. Certains cas ont fait l'objet de procès devant des assemblées, conformément à la discipline de la guérilla et il y eut des condamnations à la fusillade.

Quand c'était possible, on demandait de l'aide au CC. Dans d'autres cas, on agissait (c'est-à-dire qu'on exécutait) en envoyant ensuite des rapports détaillés au CC. L'un de ces cas dans la guérilla du Haut Aragon fut celui des guérilleros Grabá et Luis Sánchez, "El Trece". Grabá fut exécuté. Participèrent à la résolution de ce cas Chacón, Serrato et Manolo. Luis Sánchez lui-même fut impliqué dans le procès. Il fut épargné faute de preuves suffisantes. Cependant, quelques semaines après, des faits déterminants décidèrent de son exécution. Celui qui fut chargé d'ordonner la « solution » (la condamnation) était Narciso. Et Román Sampériz l'exécuta, selon ce qui avait été

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

convenu lors de la réunion¹⁸ (compte rendu signé par Rubén dans l'un de ses rapports, sans date).

La répression de la part du régime.

Il est évident que le maintien des guérillas a été très difficile. Et cela non seulement du fait de la dure répression franquiste, qui, par le sang et le feu, en utilisant toutes les stratégies imaginables essaya de les éliminer, mais aussi à cause de la difficulté de se procurer les moyens nécessaires, armement, logistique, assistance minimale, intendance. Mais c'était surtout le but lui-même qui se révélait inaccessible.

En octobre 1948, une partie du CC du PCE se réunit à Moscou. Dolores Ibárruri, S. Carrillo et Francisco Antón rencontrèrent l'élite du PCUS avec Staline à sa tête, et il fut décidé d'arrêter les guérillas dans tout le pays, et de s'en tenir au mot d'ordre de porter la lutte à l'intérieur des Institutions du régime franquiste, dans les associations de tout type, dans les syndicats, dans les usines et sur les lieux de travail, c'est-à-dire dans la toute structure institutionnelle du régime. Bien que cet accord ait été accepté en théorie, il n'en fut pas ainsi dans la pratique. S. Carillo maintint les guérillas jusqu'à leur total effondrement et c'est seulement en 1951 que le PCE décida enfin de rendre publique la proposition de Staline, c'est-à-dire le « changement de tactique », même si S. Carillo affirma que celui-ci avait commencé bien avant¹⁹.

Le contrôle du milieu rural.

Le soutien aux guérillas fut permanent, mais pas unanime, car il existait dans les mêmes noyaux de population des habitants totalement affidés au régime, les uns par peur, d'autres par commodité, d'autres encore par conviction franquiste. Les soutiens devaient donc aider, mais en

¹⁸ Pour les éléments complets et l'étude de ces cas, voir: 2014, Félix Tundidor, "La Agrupación Guerrillera del A. Aragón, (1939-1949)"

¹⁹ Pour plus d'information sur ce point : 2014, Félix Tundidor, Las guerrillas del A. Aragón, 1939-1949, pp. 205 ss. et 325 et ss.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

même temps paraître neutre face à la question de la guérilla. Dans le cas où ils étaient identifiés, toute la force de la terreur s'abattait sur ces alliés.

Un exemple illustrera cette réalité. Quatre phalangistes commandaient divers villages :

Enrique Alós. - natif de Selgua (Huesca) où il résidait, phalangiste responsable de nombreux emprisonnements d'antifranquistes durant la période de 1938 jusqu'à la fin de la guerre.

Ramón Lalleza.- Habitant de Bárcabo (Huesca), maire de ce village.

xxxx...- (Indéchiffrable dans le document). Habitant d'Almazorre (Huesca), chef de la phalange du village.

J. Manuel Barnaboj. – Lui aussi d' Almazorre- Bárcabo, autre phalangiste.

Ces quatre chefs sont les responsables de la mort de huit antifranquistes qui tombèrent sous les balles au poteau d'exécution. Au début de décembre 1944 ces quatre individus firent un don de 40 pesetas aux soldats qui tuèrent un guérillero dans le village de Frontiñán. Au maître de maison qui l'avait dénoncé, ils donnèrent 500 pesetas.

Pression et répercussions économiques sur les familles.

Le phalangiste Isidoro Mairal de Salinas de Hoz ayant été exécuté en 1947 et suite à une tentative avortée contre le mouchard du village de Frontiñán, la Guardia Civil réclama un poste à Bárcabo, obligeant les habitants du district à verser huit pesetas par mois pour l'entretien, et devant les protestations justifiées des paysans, ils les menacèrent de la prison et de les passer à tabac s'ils refusaient de payer.

Le 8 août 1948 la Guardia Civil renonça à ce poste. Mais en novembre de la même année elle en réclama à nouveau l'ouverture en le renforçant. Elle y établit 14 hommes de troupe et un lieutenant. Pour ce qui est du rationnement, ils pratiquèrent, comme tous les phalangistes, le marché noir, en faisant payer aux paysans des prix exorbitants (extrait de la Agrupación Guerrillera del Alto Aragon).

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

Le rôle des « contrapartidas ».

La Guardia Civil changea elle aussi de stratégie : plutôt que de déplacer de forts contingents, elle multiplia le nombre des postes de garnison et organisa les « contrapartidas » [« contreparties »], avec des gardes déguisés en guérilleros, qui menaient le même type de vie et portaient le même armement, et qui agissaient à leur manière. Ceci avait une double finalité : d'un côté obtenir des informations ; de l'autre rompre l'union entre le peuple et la guérilla en commettant des actes de vandalisme dont ils faisaient porter la responsabilité à cette dernière. Le responsable de cette tactique fut Manuel Pizarro Cenjor (Murcia 2 novembre 1889 – Teruel 3 juillet 1954). C'était un militaire espagnol qui atteint le grade de général de Division occupant la charge de sous-directeur de Guardia Civil ainsi que d'autres postes de responsabilité durant la dictature franquiste. Après la Guerre Civile, il fut nommé gouverneur civil de Grenade et Teruel, essentiellement chargé de la lutte contre la guérilla antifranquiste. Sa mission était, comme dans ses affectations antérieures, de juguler les mouvements maquisards dans la province, particulièrement touchée du fait de la présence dans la zone du groupement de guérilla du Levante y Aragon (AGLA). Cette tâche fut couronnée de succès. Il déclara les territoires ruraux « zones de guerre » et déclencha une répression très dure qui affecta non seulement les guérilleros mais aussi la population civile. Cela vaudrait la peine d'étudier ce cas de criminalité contre les masses dans les régions de soutien, dans lesquelles ce criminel responsable de la 5^{ème} région militaire harcela, tortura et massacra les alliés de la guérilla. Comme si cela ne suffisait pas, il inventa les « contrapartidas », comme on l'a déjà signalé. Et, comble de l'irrationalité, les responsables du Comité Central du PCE, avec Santiago Carillo à leur tête, abandonnèrent totalement à leurs sorts tous les guérilleros disséminés dans les montagnes d'Espagne. Tout cela est corroboré par la documentation et par les informations émanant des guérillas. Bien qu'entièrement engagées dans la lutte et respectant les directives du Comité Central, elles restaient clairvoyantes dans leurs derniers efforts et conscientes de la situation réelle. Dans

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

leurs messages²⁰ (exclusivement réservés aux responsables du Comité Central), elles ne peuvent que constater l'inefficacité des opérations menées ainsi que la totale inutilité des aides ayant pour but d'évacuer les guérilleros des montagnes et les exfiltrer par-delà les Pyrénées.



Membres d'une « contrapartida ». Image provenant de Google.

Sur ce sujet, à l'encontre de ce que soutient S. Carillo il n'y eut que deux exfiltrations de guérilleros par la PCE. Celle du commandant galicien « Moncho », Francisco Rey Balbis, de son épouse et de sa petite fille, qui furent secourus et envoyés en France par un commando du PCE.

Le second cas, dû à l'AGLA (Asociación Guerrillera de Levante y Aragón), fut un fiasco. La semaine qui précéda l'exfiltration vers la France à travers la montagne, lors d'un accrochage avec la Guardia Civil, l'un des guérilleros, « El Asturiano », fut pris avec toutes les informations relatives à la fuite. Il fallut changer entièrement de stratégie, et grâce à l'expérience des maquisards et surtout

²⁰ Voir les informations posthumes de Rubén. Ibidem.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

de J. Manuel Monitorio Gonzalvo, dit « Chaval » (23-12-1921 / 27-4-2009), la frontière française put être franchie au bout de trois mois. Il n'y eut aucune autre tentative d'exfiltration de guérilleros²¹.



Pour appuyer ces observations parfaitement documentées, je cite quelques impressions de Rey Balbis, lorsqu'il eut atteint la liberté en France :

« J'ai proposé de faire sortir de Galice ces camarades en fuite qui étaient en danger de mort. De façon concrète, le cas de Francisco Martínez, « Pancho », me touchait beaucoup. Je signalais à Carillo que Pancho était un homme sérieux et très courageux. Mais Carillo, qui était déjà secrétaire général du Parti refusa catégoriquement. Il dit qu'on ne pouvait pas lui faire confiance, parce qu'il avait été dans la Légion. Cela me causa une grande peine ».

Le début du déclin définitif date de cette même année 1949. Les derniers défenseurs de la République par les armes sont alors abandonnés à leur sort. L'ardeur, l'abnégation et l'élan de la plupart d'entre eux étaient-ils la façon la plus digne et héroïque de quitter ce monde ? Sans doute pas. Trop de martyrs s'étaient sacrifiés pour accepter que ces ultimes résistants, après plus de douze

²¹ On peut lire une critique radicale et documentée dans : J.M..Montorío Gonzalvo, Cordillera Ibérica, Recuerdos y Olvidos de un Guerrillero. Ed. Amarga Memoria (2007).

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

ans de lutte, se voient obligés de donner leur vie à la manière d'absurdes Don Quichotte dans les derniers moments d'une lutte dont on savait depuis longtemps qu'elle était objectivement perdue.

Ils avaient entièrement le droit de sauver avec honneur leur vie tant de fois mise en danger par le système sanguinaire de la dictature franquiste. Il n'en a pas été ainsi et ils poursuivirent le combat, animés par quelques conclusions tirées d'analyses bien éloignées de la réalité. Il ne nous reste plus qu'à honorer l'héroïcité de ces hommes et femmes qui donnèrent tout durant leur vie, et jusqu'à leurs vies elles-mêmes en leurs derniers instants.

Nous ne devons pas oublier non plus tous ces gens simples qui les entouraient, et qui mirent tout le peu qu'ils possédaient au service d'un ultime désir : voir restaurée la liberté que signifiait cette IIème République tellement piétinée et humiliée. Restaurée y compris au prix de leurs propres vies, du moins au prix des passages au poste de police, des arrestations, des sévices, des tortures, des emprisonnements et assassinats dans de nombreux cas.

Je termine ici ma modeste contribution, entièrement respectueuse des règles les plus strictes de la déontologie de tout historien honnête. Une partie de ces notes provient de mon travail de Doctorat à l'Université de Saragosse sur les Guérillas du Haut Aragon, ainsi que de la documentation issue des archives du Parti Communiste Espagnol.

Salutations.

Félix E. Tundidor. Octobre 2022.

Bibliographie

Abad Buil, Irene; José A. Angulo Mairal, *La tormenta que pasa y se repliega. Los años de los maquis en el Pirineo aragonés*, Sobrarbe, Ed. Prames, Zaragoza, 2001

Abad Buil, Irene, y otros, Juan Gavasa (coord.), *Historias de maquis en el Pirineo aragonés*, Editorial Pirineum, Jaca, 2005.

Abad Buil, Irene; Iván Heredia Urzáiz, Leandro Saún y Carmen Casas. *Organización política clandestina en la Zaragoza de los años 40*, Edita Amarga Memoria, (DGA), Zaragoza, 2008.

Abad Buil, Irene, *En las puertas de la prisión. De la solidaridad a la concienciación política de las mujeres de los presos del franquismo*, Editorial Icaria, Barcelona, 2012.

Aguado Sánchez Francisco, *El maquis en España*, Editorial San Martín, Madrid, 1975.

Aguado Sánchez Francisco, *El maquis en sus documentos*, Editorial San Martín, Madrid, 1976.

Aróstegui, Julio; Marcos, Jorge, *El último frente. La resistencia armada antifranquista en España, 1939-1952*. Editorial La Catarata, 2008.

Asociación de presos y exiliados políticos, *La lucha por la libertad. Asociación de presos y represaliados políticos antifranquistas*, Ed. Asociación de ídem, Madrid, 2009.

Constante, Mariano, *Republicanos aragoneses en los campos nazis*, Editorial Pirineo, Huesca, 2000.

Constante, Mariano, *Los años rojos, Españoles en los campos nazis*, Editorial Martínez Roca S.A., Barcelona, 1974.

Cuadernos de Hª Contemporánea, Vol. 28, pp 281-301, 2006.

Dictionnaire des Guerrilleros et Résistants Antifranquistes, 1936-1975, Annuaire Alphabétique, 2005-2010, Sarka-Spip.

Fernández, E. Alberto, *La España de los maquis*, Biblioteca Era, Méjico, 1977.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

Fernández Clemente, Eloy, "El maquis en Aragón", *Andalán* nº112, 113, 114.

Fernández Pancorbo, Paloma, *El maquis al norte del Ebro*. Editado por la DGA, 1988.

Godsey, Fred, *Lest I forget, Foreign Service J*, Febrero 1953 Journal.

González Cortés, M^a Teresa, *Los monstruos políticos de la Modernidad*, Ediciones de la Torre, Madrid, 2007. Libro citado en p. 218.

Hobsbawm, Eric, *Historia del Siglo XX, 1914-1991*, Ed. Crítica, Barcelona, 7^a edición, 2004.

Líster, Enrique, *Así destruyó Carrillo el PCE*, Editorial Planeta, Barcelona, 1983

Martínez de Baños, Fernando, *Maquis y guerrilleros: Del Pirineo al Maestrazgo*, Editorial Delsan, 2004

Martorell, Manuel, *Jesús Monzón, el líder comunista olvidado por Montorio, José Manuel, Cordillera Ibérica. Recuerdos y olvidos de un guerrillero*, Editado por el Gobierno de Aragón, 2007.

Mesquida Evelyn, *La nueve, Los españoles que liberaron París*, Ediciones B.S.A., 2010

Morán, Gregorio, *Miseria y grandeza del Partido Comunista de España (1939-1985)*, Editorial Planeta, Barcelona, 1986

Moradiellos, Enrique, *Entre el pesimismo y la esperanza, en D. Juan Negrín*, Ediciones Península, Barcelona, 2006

Moreno Gómez, Francisco, *La resistencia armada contra Franco. Tragedia del maquis y la guerrilla*, Editorial Crítica Barcelona, 2001.

Pons Prades, Eduardo, *Guerrillas españolas (1936-1960)*, Editorial Planeta, 1977.

Sánchez Agustí, Ferrán, *Maquis y Pirineos. La gran invasión*, Editorial Milenio, 2001.

Sánchez Agustí, Ferrán, *Maquis en el Alto Aragón. La guerrilla en los Pirineos Centrales, 1944-1949*, Editorial Milenio, 2011.

Semprún, Jorge, *Autobiografía de Federico Sánchez*, Editorial Planeta, Barcelona, 1977.

Serrano, Secundino, *Maquis: Historia de la guerrilla antifranquista*.

Vidal Sales, José Antonio, *Después del 39: La guerrilla antifranquista*; ATTE, Barcelona, 1976.

La guérilla anti-franquiste dans le Haut-Aragon après la fin de la Guerre Civile (1939-1945).

VA: Aróstegui J. y Marco J. (eds.) Joseph Sánchez Cervelló, Mercedes Yusta Rodrigo, Francisco Moreno Gómez, Hartmut Heine, Secundino Serrano, Benito Díaz, José Marco, José María Azuaya Rico, Ferrán Sánchez Agustí, Ramón García Piñeiro, Julián Chaves Palacios, José Antonio Vidal Castaño, Odette, Yusta Rodrigo Mercedes, *La guerra de los vencidos, El maquis en el Maestrazgo turolense, 1940-1950*, Institución Fernando el Católico, (CSIC.), DPZ, Zaragoza, 2005.

Yusta Rodrigo, Mercedes, *Historia de maquis en el Pirineo aragonés*; Editorial Pirineum, Jaca, 1999.

Yusta Rodrigo, Mercedes, *Guerrilla y resistencia campesina, La resistencia armada contra el franquismo en Aragón, 1939-1952*, Editorial Prensas Universitarias de Zaragoza, 2003.